



STATUTS DU CONSEIL CONSULTATIF EN MATIERE D'ECONOMIE LOCALE

1. Création

Il est créé un conseil consultatif communal pour l'économie locale, ci-après dénommé conseil consultatif en matière d'économie locale. Le siège du conseil consultatif en matière d'économie locale est établi à la maison communale.

2. Objectif

Le conseil consultatif en matière d'économie locale a pour objectif, de sa propre initiative ou à la demande du Collège des Bourgmestre et Echevins ou du Conseil communal, de conseiller l'administration locale concernant :

1. la politique en matière d'économie locale ;
2. la mise en œuvre de cette politique (suivi, évaluation, adaptation et harmonisation avec d'autres domaines de politique connexes).

Le conseil consultatif peut en outre également adresser de sa propre initiative des propositions à l'administration dans le domaine de l'économie locale, et signaler des besoins.

Enfin, ce conseil consultatif soutient également l'administration pour :

- la diffusion d'informations de l'administration locale,
- la promotion d'activités et actions de l'administration locale,
- l'organisation d'activités.

3. Composition

Le conseil consultatif en matière d'économie locale se compose de membres ayant le droit de vote et de membres n'ayant pas le droit de vote. Ces membres sont désignés par le Conseil communal après un appel général à candidatures. Maximum 2/3 des membres ayant le droit de vote sont du même sexe.

Membres ayant le droit de vote : maximum 19 membres :

1) des personnes physiques et personnes morales qui remplissent une des conditions suivantes :

- être inscrit au registre du commerce ;
- exercer une activité indépendante sur le territoire de Wemmel. Les marchands forains qui ont obtenu du Collège des Bourgmestre et Echevins un emplacement sur le marché hebdomadaire répondent également à cette condition ;
- catégorie des PME : max. 2 représentants et 2 suppléants ;
- catégorie des professions libérales : max. 2 représentants et 2 suppléants ;
- catégorie des classes moyennes : max. 4 représentants et 2 suppléants ;
- catégorie des marchands forains : max. 2 représentants et 2 suppléants ;
- catégorie de l'Horeca : max. 4 représentants et 4 suppléants ;
- catégorie des 'autres indépendants' (ne relevant pas de l'une des catégories qui précèdent) : max. 1 représentant et 1 suppléant ;

2) des habitants intéressés disposant d'une certaine expertise ou d'un certain intérêt en matière d'économie locale : max. 2 représentants et 2 suppléants ;

3) des groupements d'intérêts dont les membres sont actifs sur le territoire de Wemmel et remplissent la condition visée au point 1) : max. 2 représentants et 2 suppléants.

Membres n'ayant pas le droit de vote :

L'échevin de l'économie locale et le fonctionnaire en charge de l'économie locale font également partie du conseil consultatif en tant que membres n'ayant pas le droit de vote.

La qualité de membre du conseil consultatif en matière d'économie locale correspond à la durée du mandat des membres du Conseil communal, mais reste en vigueur jusqu'au renouvellement effectif du conseil consultatif en matière d'économie locale.

Il est mis prématurément fin au mandat d'un membre ayant le droit de vote :

1. par la démission du membre lui-même ;
2. par l'acceptation d'un mandat politique au sein de la commune ;
3. par la disparition de l'organisation, du service ou de l'institution qu'il représente ;
4. par la disparition du lien entre l'intéressé et l'organisation, le service ou l'institution qu'il représente ;
5. par le décès de l'intéressé ;
6. par trois absences consécutives sans motif fondé ou notification ;
7. par une décision du Conseil communal

Une démission est signifiée au président du conseil consultatif en matière d'économie locale par l'intéressé lui-même ou par l'organisation, le service ou l'institution qu'il représente. La décision de révocation prise par le Conseil communal est transmise au secrétaire et au président du conseil consultatif en matière d'économie locale.

Si le remplacement du membre est pertinent, il devra être pourvu à son remplacement dans les 2 mois à compter de la fin du mandat.

4. Fonctionnement

4.1. Réunions

Le conseil consultatif en matière d'économie locale se réunit aussi souvent que les matières relevant de sa compétence l'exigent, et au moins 2 fois par an.

La première assemblée du conseil consultatif en matière d'économie locale sera convoquée à l'initiative de l'administration locale. Lors de cette première réunion, les membres font connaissance et il est procédé à la désignation du président et du secrétaire. Les missions du conseil consultatif seront en outre exposées.

Les assemblées suivantes du conseil consultatif en matière d'économie locale seront convoquées par le président, par e-mail et au moins 7 jours civils avant la réunion. La convocation comporte toujours l'ordre du jour et le compte rendu de la réunion précédente. L'ordre du jour est fixé par le président et le secrétaire, en concertation avec l'échevin compétent. Chaque membre du conseil consultatif en matière d'économie locale a le droit de porter des points additionnels à l'ordre du jour. Ces points sont communiqués par écrit au secrétaire au plus tard au début de la réunion.

Les points de l'ordre du jour qui nécessitent une préparation par l'administration ou une concertation avec et au sein du Collège des Bourgmestre et Echevins seront ajournés à une prochaine réunion.

En l'absence du président, les membres présents décideront au début de la réunion qui présidera la réunion de la concertation locale.

Le président mène la réunion, dirige le processus et la prise de décision et supervise le compte rendu rédigé par le secrétaire.

Un membre qui est empêché pour une réunion en fera part en temps voulu au président ou au secrétaire et avertira son suppléant.

4.2. Modalités de vote

Pour que l'assemblée puisse décider et rendre des avis valablement, au moins la moitié des membres ayant le droit de vote doivent être présents. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ayant le droit de vote. Chaque membre effectif ou son suppléant dispose d'une voix.

Lorsqu'aucune décision ne peut être prise parce que les membres ayant le droit de vote ne sont pas présents en nombre suffisant ou parce qu'il y a partage des voix, une nouvelle assemblée du conseil consultatif en matière d'économie locale est organisée en vue d'un nouveau vote. Lors de ce 'deuxième' vote, la condition exigeant la présence d'au moins la moitié des membres ayant le droit de vote ne s'applique pas. Un avis valable peut alors être rendu indépendamment du nombre de membres présents ayant le droit de vote.

S'il y a à nouveau partage des voix lors d'un deuxième vote, la voix du président sera prépondérante à condition que le président ait le droit de vote. Un membre qui a un intérêt personnel dans une matière abordée ne peut assister ni aux débats, ni à la délibération sur l'avis, ni au vote.

4.3. Conventions avec l'administration

Avis et compte rendu

L'administration locale adressera toujours les demandes d'avis par écrit. Ces demandes d'avis comporteront de préférence les données suivantes :

- un énoncé clair de la demande ;
- la mention des conditions préalables d'ordre légal et financier dont la commune doit tenir compte ;
- la mention de la date ultime à laquelle l'avis doit être rendu ;
- les pièces du dossier seront tenues à disposition auprès du Service Economie locale à partir de l'envoi de la demande d'avis.

L'avis rendu par les membres ayant le droit de vote sera décrit dans le compte rendu et doit reprendre l'essence de la discussion et des arguments avancés.

Le secrétaire rédige séance tenante le compte rendu de la réunion. Après son approbation par les membres, le compte rendu est signé par le président et le secrétaire.

Les avis rendus par le conseil consultatif en matière d'économie locale sont transmis par le président et le secrétaire au Collège des Bourgmestre et Echevins ou au Conseil communal.

Dans un délai raisonnable à compter de la remise de l'avis, l'administration locale informe le conseil consultatif de la suite qui a été ou sera donnée à l'avis. Si l'avis n'est pas suivi, la commune motivera cette décision de manière circonstanciée.

Autres missions

Lorsque le conseil consultatif en matière d'économie locale souhaite adresser des propositions à l'administration, il se concertera avec le fonctionnaire et l'échevin compétents. Le pouvoir de décision appartient cependant au Collège des Bourgmestre et Echevins ou au Conseil communal.

Les besoins doivent également être signalés le cas échéant par le truchement du fonctionnaire et de l'échevin compétents.

Support logistique

L'administration locale veille à mettre les ressources et informations nécessaires à disposition pour que le conseil consultatif en matière d'économie locale puisse accomplir ses missions. Les fonctionnaires communaux compétents peuvent si nécessaire offrir un support (administratif). Ils font office d'intermédiaires dans le cadre de la communication avec l'administration.

Les montants des jetons de présence et des frais de déplacement sont fixés dans un règlement.

L'administration locale met gratuitement ses salles de réunion à la disposition du conseil consultatif en matière d'économie locale.